

Les membres de la société civile, les communautés locales et populations autochtones autour d'une même table avec les pouvoirs publics pour débattre des préoccupations majeures en lien avec les processus de gouvernance des ressources en cours

Le siège de l'Association des Conférences Episcopales Région Afrique Centrale(ACERAC) a servi de cadre le 28 février 2025 à la réunion de plaidoyer de la société civile sur les préoccupations majeures en lien avec les processus de gouvernance forestière, climatique et foncière en cours. Il s'est agi pour les membres de la société civile de passer au crible ces processus en cours pour dénicher les faiblesses et apporter les solutions idoines pour leur évolution.

Co-organisée par l'Observatoire Congolais des Droits de l'Homme(OCDH) et la Rencontre pour la Paix et les Droits de l'Homme(RPDH), avec l'appui technique de Fern et de Forest People Programme (FPP), cet atelier a eu pour objectif majeur de favoriser l'amélioration de la gouvernance forestière. Cet objectif global a été assorti des objectifs spécifiques entre autres exprimer les préoccupations majeures de la société civile en lien avec les processus de gouvernance en cours notamment APV / FLEGT et REDDA+ , ITIE et le partenariat forestier ; faire un état des lieux de la progression de certains processus en cours précisément APV/FLEGT et la REDD+ et le partenariat forestier afin de partager des informations sur les nouveaux développements relatifs à ces processus ; identifier les opportunités d'amélioration ; renforcer

l'engagement des parties prenantes clés pour une meilleure gouvernance des ressources forestières.

Aussi durant cette réunion les participants ont-ils été édifiés sur plusieurs thématiques au nombre desquelles la sécurisation des droits fonciers des populations autochtones ; bref aperçu sur les évolutions majeures et prise en compte des droits des communautés locales et populations autochtones dans l'APV /FLEGT ; les évolutions majeures liées au processus REDD+ : cas de ERP Sangha Likouala et bref aperçu du plan de partage de bénéfices ; bref aperçu sur la RDEU le partenariat forestier République du Congo-Union Européenne ; Plaidoyer de la société civile : Zoom sur la déclaration des OSC relative aux processus de gouvernance en cours. Ces présentations ont été suivies des témoignages des représentants des communautés locales et populations de la Sangha et de la Lékoumou.

A l'issue des travaux la Directrice Exécutive de l'OCDH, Nina Cynthia KIYINDOU YOMBO s'est exprimée en ces termes : « *Cet atelier est un atelier de plaidoyer sur les thématiques qui porte sur la gouvernance forestière, climatique et foncière, nous en tant que société civile nous avons des préoccupations que nous avons pensé faire passer auprès des pouvoirs publics pour que des solutions soient trouvées, il y a aussi les populations autochtones et les communautés locales qui ont des préoccupations majeures à faire passer et nous avons trouvé important d'organiser ce type d'atelier qui constitue un cadre de dialogue avec les pouvoirs publics pour faire passer les préoccupations qui sont les nôtres afin que celles-ci soient pris en compte par exemple dans l'élaboration des lois et des politiques publiques* ».

Et de renchérir : « *ce qu'on peut attendre de concret ce sont les solutions que les pouvoirs publics vont nous proposer, les cadres des*

administrations qui sont là nous fournissent déjà quelques pistes de solutions, ce qui est essentiel pour nous. Cela va nous permettre de renforcer les actions de plaidoyer de telle sorte que tout ce que nous avons souligné ou noté comme préoccupations trouvent des réponses justes ».

Cette réunion a connu la participation des administrations publiques clés, les partenaires techniques et financiers, les organisations et plateformes de la société civiles ainsi que celles des communautés locales et populations autochtones venues des départements de la Lékoumou et de la Sangha.